



Communiqué

Il y a urgence sociale !

Les organisations syndicales CGT, FSU et Solidaires de l'Allier ont fait l'analyse de la situation économique et sociale qui s'annonce tendue pour cette rentrée de septembre et les mois à venir.

La pandémie a durablement affecté de nombreux secteurs d'emploi, par exemple dans les domaines de la production industrielle, le tourisme, la restauration, le spectacle, le commerce... Les services publics ont démontré leur rôle de première importance, que ce soit dans la santé, l'éducation, les administrations, au plus près des usagers, sans reconnaissance, ni en termes d'emplois à créer, ni en augmentation de salaire pour les personnels.

De nombreuses suppressions d'emploi sont engagées, par le biais de plans sociaux, de licenciements individuels et beaucoup de salarié-es notamment dans les petites et moyennes entreprises sont dans l'incertitude, et cela, malgré un fort recours au chômage partiel et des aides sans conditionnalité. Certaines entreprises profitent de l'effet d'aubaine pour licencier. L'intersyndicale souligne le rôle majeur des syndicats dans le combat pour préserver l'emploi, améliorer les conditions de travail et les rémunérations. Le rôle des représentants du personnel et de leurs syndicats, en matière de prévention et de protection de la santé et de la sécurité au travail est apparu essentiel en général et en particulier dans le cas de l'épidémie Covid 19. L'intersyndicale revendique le rétablissement des CHSCT, supprimés par les ordonnances « travail ».

L'intersyndicale a constaté de nombreuses entraves au fonctionnement des instances représentatives du personnel et des syndicats, privant les salariés de protection. Elle réaffirme que les dispositions sanitaires ne sauraient conduire à porter atteinte aux libertés syndicales et que le droit de manifester est essentiel. La pandémie ne saurait justifier la restriction des libertés.

Plus de 800 000 jeunes risquent d'être sacrifiés dès septembre, privés de l'accès à la fois aux formations initiales, ou empêchés dans leur recherche du premier emploi. Cette situation est d'autant plus préoccupante que le gouvernement refuse d'abroger une réforme de l'assurance chômage qui touche particulièrement les salariés les plus précaires.

La population pensait la réforme régressive du régime de retraite enterrée, que le système universel par points avait été arrêté mi-mars en raison de l'épidémie après des mois de mobilisations historiques et majoritaires dans le pays.

Le Président de la République et son nouveau gouvernement veulent la remettre au centre de leurs projets. La crise sanitaire a pourtant démontré ce que nous disions cet hiver pendant le mouvement social : le système universel par points ne résisterait pas à une chute vertigineuse du PIB et entraînerait inéluctablement un effondrement des pensions des actifs, futurs retraité-es, comme des retraité-es actuels.

Face à tous ces risques de régression sociale en matière d'emploi, de salaires et de protection sociale, en particulier en matière de retraite, les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires de l'Allier exigent le retrait du projet de loi contre les retraites et des lois et ordonnances sur la « transformation de la fonction publique » et le Code du travail, l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage et la défense des libertés publiques et des libertés syndicales.

Elles appellent le 17 septembre **les salariés, retraités et privés d'emploi à une journée d'action, de grève et de manifestations :**

- **Montluçon à 10H30 – Place Jean Dormoy**
- **Moulins à 10h30 - Place de la liberté**
- **Vichy à 10h30 - Place de la Poste**